



Colloque international

Les villes en décroissance : catégorie émergente de l'action publique urbaine ?

17-18 mai 2018

Université de Strasbourg

La décroissance urbaine est de plus en plus débattue dans les sphères médiatique, politique et académique. Aux tendances structurelles favorisant les inégalités territoriales se sont en effet récemment ajoutés les effets de la crise financière et les restructurations de l'intervention des Etats qui ont accentué la différenciation des trajectoires territoriales. Cet approfondissement des inégalités territoriales a produit des phénomènes de marginalisation, que certain.e.s observateurs.trices n'hésitent pas à présenter comme l'une des causes principales de la montée des populismes dans les pays occidentaux. Aux Etats-Unis et en Allemagne, en Europe centrale et méridionale, et même dans des régions à forte croissance urbaine (Amérique Latine, Afrique, Asie), de nombreuses villes connaissent des processus de décrochage économique et démographique. La France, qui avait longtemps été préservée par des taux de fécondité élevés et par un maintien des mécanismes de redistribution territoriale, semble aujourd'hui marquée par une évolution similaire, avec l'accentuation des phénomènes de déclin démographique anciens et l'apparition de nouvelles situations de décroissance (notamment dans les villes petites et moyennes). Dans ce contexte, ce colloque cherche à appréhender quatre dimensions de la décroissance urbaine.

Axe 1 : Les mesures de la décroissance urbaine

La question de la mesure de la décroissance urbaine impose celle de sa définition, qui ne connaît pas de réponse consensuelle. Toujours identifiée comme un processus complexe et multidimensionnel, la décroissance urbaine se voit pourtant souvent réduite à une perte nette de population entre deux dates données. Facile à mettre en œuvre, cette simplification ne répond toutefois ni aux questions d'échelles, ni à celles des temporalités. Elle s'avère néanmoins pratique puisqu'elle permet d'analyser les formes de la décroissance et d'en délier les composantes. Aussi, il s'agira autant de mettre en lumière les approches alternatives qui permettent de saisir la variété des types de décroissance urbaine que de comprendre, plus classiquement, les facteurs et processus qui y concourent. A quelles échelles spatiales et temporelles la décroissance urbaine doit-elle être appréhendée ? En quoi déclin économique et démographique s'imbriquent-ils ? Socialement sélective, la décroissance urbaine l'est-elle aussi spatialement ? Existe-t-il des synergies spatiales de décroissance ?

Axe 2 : La décroissance urbaine comme problème public

La construction de la décroissance urbaine en tant que problème public aux échelles locale, nationale, voire supranationale, ne va pas de soi. Longtemps marginalisé sur les agendas politiques, cet enjeu était traité au travers de politiques publiques construites à d'autres fins ou de politiques urbaines « silencieuses ». Dans plusieurs pays, la décroissance urbaine semble aujourd'hui émerger sur les agendas politiques au point d'apparaître comme un problème public susceptible de faire l'objet de politiques spécifiques. Dans ce contexte, il convient de s'interroger sur la manière dont ce problème a été construit et sur les modalités de sa mise à l'agenda dans différents contextes nationaux. Quels sont les acteurs, les groupes ou les institutions impliqués dans ces processus ? Quels cadrages et définitions du problème ont été valorisés et, à l'inverse, quels autres ont été évacués ? Quels facteurs ont favorisé ou entravé cette émergence ?

Axe 3 : Les politiques urbaines de gestion de la décroissance

Si un accord se construit aujourd'hui autour de la reconnaissance de l'inadaptation des stratégies entrepreneuriales « *mainstream* » dans les territoires en décroissance, l'invention de nouveaux outils ou dispositifs pose encore problème. Les politiques urbaines mises en place dans les villes en décroissance restent fortement contraintes par les instruments existants, les intérêts favorisant le *statu quo*, ou encore par le contexte de rigueur et d'austérité. Dès lors, il s'agit ici de comprendre ce que les situations de décroissance font aux politiques urbaines. Comment des dispositifs anciens sont-ils réactivés pour répondre aux enjeux de la décroissance ? Inversement, la décroissance peut-elle être un contexte propice à l'invention de nouvelles politiques envisageant le développement territorial sous un angle renouvelé (agriculture urbaine, économie sociale et solidaire, etc.) ?

Axe 4 : Habiter les villes décroissantes

Alors que la recherche urbaine commence à accumuler de nombreuses connaissances sur les processus de décroissance et les politiques publiques menées dans les territoires concernés, encore peu de travaux se penchent sur les dynamiques internes aux villes décroissantes. Nous entendons par là les pratiques habitantes, les mobilisations collectives, les mutations

commerciales, les nouvelles pratiques économiques, etc. Les contextes de décroissance produisent-ils des évolutions sociales et économiques spécifiques ? Qu'est-ce que signifie être un.e habitant.e, un.e activiste, un.e commerçant.e ou un.e entrepreneur.e, dans une ville décroissante ? Dans quelle mesure ces situations de décroissance exercent-elles une influence sur la manière dont les individus construisent leur rapport au politique ?

Afin de diversifier les perspectives, une attention particulière sera portée aux propositions de communication traitant des villes des Suds.

Format et calendrier

Les propositions de communication (environ 3000 signes) devront être envoyées le 12 janvier 2018 au plus tard. Elles devront indiquer clairement le questionnement, la problématique, l'approche théorique et les terrains ou les données mobilisées. Une réponse sera donnée fin février au plus tard. Les auteur-re-s sélectionné-e-s devront faire parvenir le texte de leur communication début mai. Les propositions sont à envoyer aux adresses suivantes :

vbeal@unistra.fr; cauchiduvall@unistra.fr; max.rousseau@cirad.fr

Comité scientifique

Vincent Béal (SAGE, Université de Strasbourg), Matthias Bernt (IRS, Leibniz) Nicolas Cauchi-Duval (SAGE, Université de Strasbourg), Anaïs Collet (SAGE, Université de Strasbourg), Rémi Dormois (EVS, Université de Saint-Etienne), Sylvie Fol (Géographie-Cités, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne), Nina Gribat (TU Darmstadt), Yoan Miot (IFU – LATTs, Université Paris Est Marne-la-Vallée), Marie Mondain (Géographie-Cités, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne), Christelle Morel Journel (EVS, Université de Saint-Etienne), Max Rousseau (Art-Dev, CIRAD), Mathilde Rudolf (SAGE, Université de Strasbourg), Valérie Sala Pala (Triangle, Université de Saint-Etienne).

Comité d'organisation

Vincent Béal, Nicolas Cauchi-Duval, Louise Clochey, Max Rousseau, Mathilde Rudolf.

Pour plus d'informations : <https://alterpo.hypotheses.org/>

